

Le Projet Populaire de Politique Alimentaire

Il y a une trentaine d'années, un groupe d'activistes créaient la Commission Populaire sur l'Alimentation. La Commission a fait le tour du pays et exploré avec 75 groupes communautaires différents comment les systèmes alimentaires affectent les canadiens ordinaires : fermiers, pêcheurs, femmes au foyer, personnes pauvres, travailleurs syndiqués, universitaires, artistes et autres. Le rapport final de la commission, *The Land of Milk and Honey (La Terre du Lait et du Miel)*, prévoyait beaucoup des tendances négatives qui se sont produites et, identifiait le besoin d'un changement de direction dans la politique alimentaire au Canada. Malheureusement, ce changement ne s'est pas encore concrétisé.

La structure de réglementations soutenant le système alimentaire industriel et ses coûts sociaux, environnementaux et économiques est encore bien ancrée – même si l'apparition du 'pic pétrolier mondial' souligne l'urgence d'une approche nouvelle.

De nombreux changements sociaux ont cependant eu lieu ces 30 dernières années. Il y a un mouvement croissant de gens qui s'engagent dans l'action en constatant les problèmes profonds du système alimentaire, surtout ceux liés à la faim, la pollution et, les maladies chroniques. A travers le Canada, une gamme de projets ont été entrepris – depuis l'atténuation du ruissellement dans les fermes aux programmes de déjeuners dans les écoles, de renforcement des compétences et de construction du sens de communauté. Les gens cherchent à récupérer le système alimentaire au niveau local et à construire un système basé sur des principes différents, trouvant ses racines dans le respect : pour les croyances traditionnelles, pour les écosystèmes, pour les gens essayant de se nourrir ainsi que leurs familles.

Dans ce mouvement, des gens se sont aussi engagés dans le processus d'élaboration de politiques publiques – au niveau de la réglementation sur l'alimentation dans les écoles par exemple, ou d'une charte alimentaire municipale. Toutefois, malgré ces efforts, la politique alimentaire au Canada reste dominée par les gouvernements et l'industrie et ne reflète pas la réalité des gens sur le terrain. C'est ici qu'entre en jeu notre projet.

A l'automne 2006, après plusieurs années de réunions et de préparation, Sécurité Alimentaire Canada/Food Secure Canada fût créé en tant que porte parole pour la société civile sur les questions liées au système alimentaire. Son but est de relier les initiatives alimentaires locales avec des producteurs et des praticiens de la santé pour s'assurer que le mouvement de sécurité alimentaire s'appuie sur une intégrité des liens entre les trois engagements de :

- la faim zéro,
 - des aliments sains et salubres,
 - un système de production et de distribution alimentaire durable
- autrement dit, un système alimentaire basé sur des principes de justice sociale et, de durabilité économique et environnementale.

Pour mener à bien ce mandat ambitieux, le groupe de travail sur la souveraineté alimentaire de Sécurité Alimentaire Canada s'embarque dans un projet pour engager les organisations de la base et les individus dans un processus de développement de réglementations, avec son propre comité coordinateur. Le Projet Populaire de Politique Alimentaire commence là où la Commission Populaire sur l'Alimentation s'est arrêtée. Il est basé sur le concept de souveraineté alimentaire, proposé et développé par le mouvement paysan global, La Via Campesina, qui cherche à mettre le pouvoir de décisions sur les systèmes alimentaires dans les mains du peuple lui-même.

La souveraineté alimentaire ajoute au concept de 'sécurité alimentaire' l'engagement envers une autonomie locale, dans le respect des écosystèmes naturels et des gens qui les entretiennent. Elle reflète aussi un engagement envers une solidarité internationale : la sécurité alimentaire chez nous ne peut être réalisée au détriment de la sécurité alimentaire dans d'autres pays.

Le Projet Populaire de Politique Alimentaire explorera comment la souveraineté alimentaire et les principes qu'elle représente peuvent être pertinents et utiles en travaillant vers le but du mouvement canadien pour la sécurité alimentaire. Le but final du projet est une série de réglementations alimentaires, produites par ceux qui travaillent sur les questions d'alimentation à travers le pays, qui ensemble fourniront un système alimentaire juste et durable – la souveraineté alimentaire – face à l'effondrement du système alimentaire actuel globalisé. Nous espérons et avons l'intention d'engager un large éventail d'organisations dans ce projet et, nous cherchons le soutien à travers le pays d'organisations non gouvernementales, incluant le mouvement syndical, les organisations religieuses et les groupes de développement international et à approche communautaire.

Ce projet sera lancé à l'assemblée bisannuelle de Sécurité Alimentaire Canada à Ottawa, du 7 au 10 novembre 2008. Le comité coordinateur du projet a travaillé pendant plus d'un an pour développer le concept du projet, en consultant plus de 70 dirigeants de mouvements alimentaires dans toutes les provinces et le Yukon. Nous avons identifié un certain nombre de gens qui sont engagés en tant que dirigeants ou animateurs dans leur communauté et, les avons invités à travailler avec nous comme représentants locaux du projet.

Les animateurs recevront des exposés sur les questions de réglementation, une infrastructure pour la formation de réseaux à travers le pays et, des financements afin de soutenir des réunions locales pour examiner les questions de réglementation et, développer davantage le contenu et la méthodologie du projet. Ils se réuniront immédiatement à la suite de l'assemblée nationale afin de clarifier leurs propres rôles et attentes, ainsi que pour faire connaissance (s'ils ne se connaissent pas déjà), dans le but de faciliter la communication après que chacun est rentré chez soi. Nous nous attendons à commencer avec 20 animateurs dispersés à travers le pays et, à doubler ce nombre la première année alors que les gens deviennent plus engagés dans les aspects de réglementation de leur travail pour la durabilité et la justice alimentaire.

En novembre 2009 nous organiserons une retraite de fin de semaine où les propositions de réglementations qui seront sorties de ce processus seront partagées et assemblées afin que notre action repose sur une base commune. L'année suivante sera consacrée à développer la compréhension et le soutien en faveur des problèmes qui auront émergé, et particulièrement, à travailler avec les acteurs que le mouvement alimentaire a eu des difficultés à engager (tels que les supermarchés et l'agriculture conventionnelle).

A l'assemblée nationale de Sécurité Alimentaire Canada de 2010, nous annoncerons la plate-forme de réglementations et commencerons un processus cohésif de défense de ces intérêts à travers le pays. (Bien sûr cela n'empêche pas l'action autour de problèmes identifiés comme commun dès le départ du projet et, nous nous attendons à en voir un ou deux faire surface pendant l'assemblée de cette année.)

Le comité coordinateur et le groupe de travail pour la souveraineté alimentaire, sont enthousiastes quant au potentiel de ce projet à faire une différence réelle. Une page sera mise sur le site de Sécurité Alimentaire Canada, www.foodsecurecanada.org, fin novembre, où les gens intéressés pourront trouver des informations sur comment s'engager dans le projet dans leur propre communauté.